

Rapport moral de Jean-François Renaud
Président de la Fédération Label Rouge
Assemblée Générale 10 juin 2009

Je remercie tout d'abord ceux qui ont bien voulu nous faire l'honneur de leur participation ce jour malgré un agenda en juin particulièrement chargé.

Il est vrai que la date de notre Assemblée Générale de la Fédération Label Rouge, située juste entre celle de nos fédérations spécialisées, Synalaf la semaine dernière et Fil rouge/Sylaporc la semaine prochaine, n'était pas vraiment propice aux ODG viandes et volailles mais leurs représentants sont présents et je les en remercie.

Merci aussi à Marion Zalay et aux représentants de CNAOL et CNAOC d'avoir accepté de nous parler des dossiers horizontaux que nous traitons ensemble.

Cette AG, nous l'avons volontairement voulue interne cette année, afin de pouvoir échanger librement sur les sujets qui nous préoccupent.

En effet, c'est probablement la **CONCERTATION** qui résume le mieux les actions que la Fédération LR a menées au cours de cette année 2008/09.

CONCERTATION ENTRE LABELS :

Jusqu'à présent, les réflexions au sein des labels étaient majoritairement gérées par secteur de produits : notices, cahiers des charges, plans de contrôles, analyses organoleptiques... C'était historique. La réforme de la politique de qualité avec l'arrivée de l'INAO dans les labels a impliqué de revoir les procédures, a abandonné certains réflexes historiques, a se remettre en question au sein des filières, à regarder ce qui se faisaient dans les autres filières. La FLR a naturellement rempli son rôle de lieu d'échanges entre labels, pour étudier en parallèle les pratiques des uns et des autres.

La refonte des notices avec le retrait de l'implicite et la révision des plans de contrôle ont constitué une mini-révolution au sein des filières viandes et volailles. Comparer les plans de contrôle minima et essayer d'y trouver une cohérence... Préserver à chaque filière ses spécificités tout en ayant des bases communes... Nous avons fin 2008 obtenu avec l'INAO un consensus, qui n'est pas le plus petit commun dénominateur. Des plans minima de contrôle rationnels et cohérents avec des notices simplifiées et gardant la même rigueur.

Accompagner les ODG dans la réécriture de leurs cahiers des charges est maintenant une tâche prioritaire pour la FLR. Je voudrais sincèrement remercier le Ministère et l'INAO qui nous ont permis l'octroi d'une aide Casdar pour ce travail sur 2009/10. Cela sera mené en appui avec Fil rouge et Synalaf qui disposent de personnel. Ce programme étudiera également l'introduction, de manière volontaire, de critères de durabilité dans les cahiers des charges, en s'appuyant sur les travaux internes des ODG et de l'INAO. Les ODG non fédérés pourront ensuite bénéficier de l'aide de la FLR lorsque leur tour sera venu de faire évoluer leurs cahiers des charges.

CONCERTATION AVEC LES AOC ET L'INAO :

Avec CNAOC et CNAOL, nous avons développé des échanges constructifs depuis un an. Mieux se connaître tout d'abord ; comprendre nos modes de raisonnement, nos modes de fonctionnement au sein des ODG, nos différences et nos complémentarités ; connaître ensuite nos préoccupations et nos besoins communs ; enfin agir ensemble auprès de l'INAO, du Ministère, du Parlement, de la Commission européenne, pour défendre nos valeurs et nos intérêts.

C'est peut-être un des meilleurs résultats de la réforme de la qualité, vu du côté des professionnels... Le Comité de Liaison des Signes de Qualité et d'Origine, le CLIQ, est un outil simple mais efficace. De nombreux dossiers ont été portés au cours des derniers mois avec succès :

- Le **renforcement du statut de l'ODG** face aux opérateurs, avec une évolution de la loi votée en avril
- Le **dossier Casdar** porté par les 3 organisations ensemble, CNAOC, CNAOL et FLR
- La **directive sur le suivi des ODG**, en discussion, à laquelle il convient d'apporter du pragmatisme
- La **participation à la consultation sur le livre vert**, dont les suites seront à étudier avec vigilance.

Je voudrais insister tout particulièrement sur les bonnes relations que nous avons pu développer ensemble avec l'INAO. Cette force collective ne doit pas paraître à l'INAO comme une crainte mais au contraire comme la possibilité d'une même voix portée par les professionnels.

D'autres dossiers sont ouverts qui impliqueront la poursuite de cette concertation, sur lesquels je souhaite que nos participants puissent échanger ensemble ce jour :

- Certains **sujets transversaux** en discussion au sein de l'INAO, tels que le fonctionnement et le suivi de nos ODG, la répartition entre contrôles internes et externes, les contrôles et les cas de dérogations ;
- **L'évolution future de la politique de qualité européenne**, entrevue dans la communication de la Commission parue fin mai : critères de durabilité dans les cahiers des charges ? logo « empreinte carbone » ? lignes directrices sur la certification, dont le Label Rouge ? fusion AOP / IGP ? protection d'IG à plusieurs niveaux ? maintien de la STG ?

Cela n'est pas sans inquiéter nos adhérents sur le terrain. De plus en plus de dossiers concernent cette politique européenne et les signes de qualité et d'origine qui s'y attachent dont les IGP / AOP et la STG. Or, au niveau de la FLR, au travers du Label Rouge nous représentons plus d'une soixantaine d'IGP, soit environ 70% des IGP françaises. Il était donc normal que la FLR affirme sa représentation en IGP auprès de la Commission européenne et des institutions françaises. Il était naturel aussi qu'elle s'ouvre aux IG reconnues qui ne sont pas liées à un Label Rouge, en dehors bien sûr des secteurs des vins et fromages AOC, qu'elle s'ouvre aussi à la STG dont une 1^{ère} vient d'être accordée.

La Fédération Label Rouge devait alors changer de nom.

La FLR devient : « **FedeLIS** » - **Fédération Label Rouge, IG et STG**.

Nous souhaitons par ce biais renforcer la cohérence entre ODG en LR, IG et STG en agro-alimentaire. Nous voulons être force de propositions communes entre professionnels, auprès de l'INAO, de nos Ministères et pouvoir parler d'une même voix à Bruxelles.

Ensemble, nous devons défendre et protéger la « Qualité à la française », cela pour les citoyens et pour les agriculteurs qui s'y engagent au quotidien !

Merci de votre attention.